

**Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil**

(Du 3 décembre 2018)

---

**PROPOSITIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**

- Projet de décret portant octroi, dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations, de sept crédits d'engagement relatifs au soutien et à la réalisation de divers projets, pour un montant cumulé de 70'800'000 francs**
  - Projet de décret portant attribution d'un montant de 22'000'000 francs à la réserve de politique conjoncturelle**
- 

*La commission parlementaire des finances,*

composée de M<sup>mes</sup> et MM. Damien Humbert-Droz, président, Martine Docourt Ducommun, vice-présidente, Andreas Jurt, Didier Boillat, Josette Frésard, Nicolas Ruedin, Matthieu Aubert, Jonathan Gretillat, Baptiste Hurni, Johanne Lebel Calame, Florence Nater, Daniel Ziegler, Patrick Herrmann, Fabien Fivaz et Grégoire Cario,

*fait les propositions suivantes au Grand Conseil :*

**Commentaire de la commission**

La commission des finances a traité ce dossier lors de ses séances des 4 décembre 2018, 22 et 29 janvier, 19 février (2 séances), 15 et 26 mars, 7, 13 et 28 mai et 5 juin 2019. M. Laurent Kurth, conseiller d'État, chef du DFS, et le chef du service financier ou son adjointe ont participé activement aux travaux ; le service juridique a accompagné la rédaction des amendements. La commission remercie le secrétariat général du Grand Conseil de son appui, constant et efficace.

Le 4 décembre 2018, le conseiller d'État Laurent Kurth a présenté à la commission le projet de décret portant octroi de crédits d'engagement pour un montant cumulé de 70,8 millions de francs. En janvier 2019, la commission a intégré le rapport 18.045 à son programme et convenu de le traiter en parallèle au rapport 18.033 Dispositif de maîtrise des finances. Elle a voté l'entrée en matière le 19 février, procédé au vote final le 28 mai et adopté son rapport le 5 juin.

Afin d'examiner plus en détail les mesures et amendements, la commission a accueilli les cinq membres du Conseil d'État ainsi que le chef du service cantonal des transports, le chef du service de l'économie (NECO) et le directeur du RUN.

**Documentation complémentaire**

- DETEC, Office fédéral du développement territorial ARE, Programme en faveur du trafic d'agglomération, 14 septembre 2018, Projet d'agglomération RUN 3<sup>e</sup> génération. Rapport d'examen de la Confédération.
- DDTE, Priorisation et horizons de mise en œuvre des mesures LHand aux arrêts de bus. Séance de commission COFI du 19 février 2019.

- DDTE, 20 mars 2019, Proposition complémentaire pour subventionner l'installation de bornes de recharge électrique dans le cadre du programme d'impulsion.
- Conseil d'État, 6 mai 2019, 19.009 Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil à l'appui d'une nouvelle loi cantonale sur l'énergie (LCEn).

## **Entrée en matière (art. 171 OGC)**

Par 11 voix et 3 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ces projets de décrets.

## **Impulsion et transformations**

Le Programme d'impulsion et de transformations complète le Programme de législature 2018-2021 et le plan financier de législature 2019-2025 ; c'est le « programme d'impulsion visant à accélérer les transformations nécessaires » qu'annonçait le rapport 17.040 en décembre 2017. Il veut stimuler l'investissement, par effet levier, et les réformes de l'État, par dotation spécifique. Les deux volets doivent contribuer ensemble à l'assainissement des finances publiques et à la prospérité du canton.

Le programme se décline en sept crédits d'engagement, selon le destinataire (communes, privés, PME, entités parapubliques, État), le domaine (mobilité, innovation, formation, santé...) et le type de dépenses (subventions, prêts, charges salariales, mandats).

La commission s'est interrogée sur l'utilité, le contenu et l'ampleur du programme. Trop, pas assez ; indispensable, inutile ; pertinent, mal ciblé ? Pourquoi plusieurs petits projets et pas un grand, un ensemble bigarré et pas quelques rapports ciblés, ceci et pas cela ? Investissement ou fonctionnement, crédit d'engagement ou budget courant ? Ces enjeux ont suscité divers amendements, dont les tableaux ci-après présentent la forme finale. Les explications reçues ont permis de mieux comprendre les propositions et les choix du gouvernement, en particulier sur la décision d'inclure ou non tel ou tel dossier. Le but est largement partagé : une dynamique collective pour faire avancer le canton.

Un consensus s'est construit autour du montant initial – 70,8 millions de francs, ni plus, ni moins – et d'un principe – l'essentiel est que les crédits votés soient utiles et effectivement utilisés. Les travaux de la commission ont conduit à revoir la répartition, davantage axée sur l'investissement et le soutien aux acteurs hors État.

Une logique de rattrapage s'est imposée pour la modernisation de l'administration, considérée comme un investissement porteur d'économies, malgré les doutes exprimés sur ces réformes et même si le budget ordinaire devrait idéalement couvrir toutes les charges d'exploitation. Quant au fond, le Grand Conseil ne sera appelé à se prononcer ultérieurement que sur les projets de transformation qui donneront lieu à un rapport du Conseil d'État ; c'est pourquoi la commission souhaite en renforcer le suivi.

Les mécanismes comptables ont été soumis à un examen attentif. Le Conseil d'État propose que l'investissement se fasse « au besoin en dérogation », s'il dépasse la limite fixée dans le budget selon la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), et que les dépenses d'exploitation soient compensées dans le compte de résultats par un prélèvement à une réserve spéciale à créer, alimentée par la réserve liée au retraitement du bilan (introduction MCH2). La majorité de la commission juge ces mécanismes indispensables, la minorité y voit un manque de rigueur risqué. Le consensus maintient ce dispositif, mais diminue la part du fonctionnement et, par conséquent, la dotation de la réserve.

## **Le contenu du programme**

Le programme a été conçu comme un tout, sans clé de répartition préalable. Il inclut des projets prioritaires, à l'exclusion de ceux pour lesquels un financement suffisant est garanti par une autre voie. Ces projets sont énumérés ici par département, avec le résultat des travaux de la commission : libellé, article du décret, montant demandé, nature de charges, pages du rapport du Conseil d'État, complément d'information, éventuel amendement accepté.

### **Département de l'économie et de l'action sociale (DEAS)**

*Concrétisation des accords de positionnement stratégique conclus avec les régions, politique régionale cantonale* : article premier, 14 millions de francs, prêts (6 millions de francs), subventions à l'investissement (2 millions de francs), subventions et charges d'exploitation (6 millions de francs), p. 4-8, 31. Le DEAS pilote ce partenariat entre les régions et le canton, qui implique néanmoins la plupart des départements. La réalisation rapide attendue pour les mesures prioritaires permet d'agir concrètement, à titre subsidiaire. Les 3 millions de francs prévus pour les deux axes transversaux – domiciliation, économie de proximité – ouvrent de nouveaux champs d'action ; ils comprennent des subventions (2,5 millions de francs) et des charges d'exploitation (1 EPT, biens et services) pour mieux comprendre les phénomènes de domiciliation. Amendement : +1 million de francs, pour les subventions à l'investissement.

*Soutenir le développement de la société Microcity SA et ses activités en faveur de l'innovation, soutien à l'innovation* : article 4, 3 millions de francs, subventions à l'investissement (1 million de francs), subventions d'exploitation (2 millions de francs), p. 9-12, 32. L'impulsion veut aider à développer des prestations qui doivent devenir autoporteuses, pour ancrer les entreprises dans le canton, voire faire revenir celles qui sont parties. Amendement : +1 million de francs, pour les subventions à l'investissement.

*Soutenir des projets de modernisation ou de développement des capacités industrielles de PME (investissement dans l'outil et les méthodes de production), développement économique* : article 5, 20 millions de francs, prêts sans intérêts, p. 12-14, 33. L'impulsion doit mettre en route un système de prêts sans intérêt qui s'autoalimentera au fil des remboursements. Il n'est pas prévu de cautionnements. Cet article remplace le crédit d'engagement à solliciter annoncé dans le budget 2019. Amendement : – 2 millions de francs.

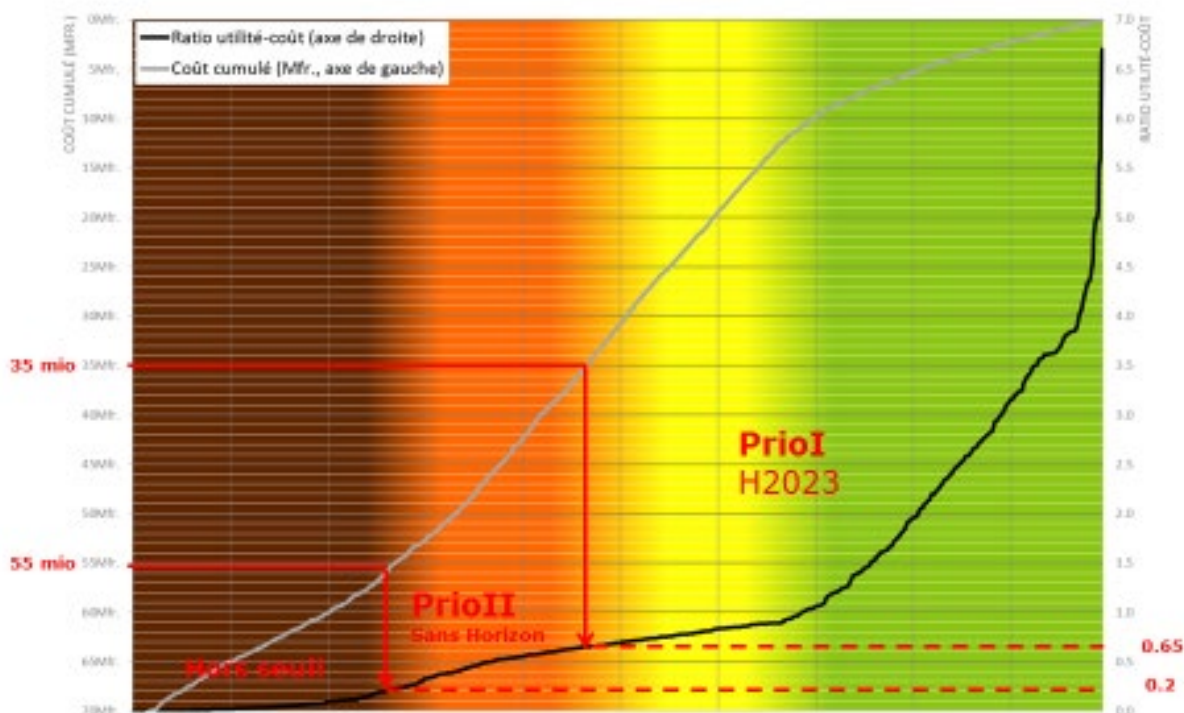
*Conduite, accompagnement et réalisation de projets dans le domaine de l'action sociale, redéfinition des prestations sociales* : article 7, 880 000 francs, biens et services, charges salariales et subventions, p. 18, 44-45. La mise en place de RAISONE (repenser l'aide sociale neuchâteloise) et les grands chantiers déployés nécessitent, provisoirement, des forces supplémentaires.

### **Département du développement territorial et de l'environnement (DDTE)**

*Accélérer la réalisation des mesures du projet d'agglomération de 3<sup>e</sup> génération au sein des communes de l'agglomération neuchâteloise* : article 2, 7 millions de francs, subventions à l'investissement, p. 8, 31, 55. Le projet d'agglomération 3 (PA3) succède aux PA1 et 2, dont la non-réalisation a fait perdre des subventions fédérales. Le cofinancement cantonal veut garantir l'exécution du PA3 dans les délais en portant au total à 50 % la subvention de ces projets de mise en œuvre de Mobilité 2030 et de mobilité douce – ce qui ne résoudra cependant pas les éventuelles difficultés humaines et techniques. Un PA4 devrait suivre et permettre de reprendre des projets PA1 et PA2. La question se pose aussi des règles comptables à appliquer par les communes (préfinancement, autorisation particulière).

*Accélérer la mise en conformité des arrêts de bus du canton par un soutien aux communes, adaptation des infrastructures de transports* : article 3, 7 millions de francs, subventions à l'investissement, p. 9, 32. Il s'agit d'aider les communes à adapter leurs arrêts de bus à la loi sur l'égalité pour les handicapés (LHand). Les priorités ont été

définies par un groupe de travail intégrant les communes, selon un rapport coût-utilité calculé par une pondération de facteurs, dont le nombre d'utilisateurs et les installations publiques dans un certain périmètre (voir le schéma du DDTE). Un arbitrage est intervenu pour limiter à 7 millions de francs le cofinancement cantonal, ce qui permet d'adapter la moitié des arrêts. Rien n'est prévu pour les bons élèves déjà aux normes.



DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Nom de l'entité

5

*Études préparant la réalisation du projet cantonal de mobilité (RER, liaison Corcelles-Bôle, Littoral, nouvelles gares), réalisation du RER neuchâtelois : article 6, 3,8 millions de francs, charges salariales et mandats, p. 14-15, 34. Un programme d'impulsion se doit d'inclure le projet majeur pour l'attractivité résidentielle et économique du canton. Un rapport ad hoc suivra pour la ligne directe et la jonction Corcelles-Bôle. Les études préliminaires (10 millions de francs, 6 sondages) suffisaient pour l'avant-projet de ligne directe, mais pas pour le projet définitif ; selon les conclusions, le mode d'attaque pourrait changer (de tunnelier à explosifs).*

*Soutenir des projets de mobilité durable, mobilité électrique ou hydrogène, installation de bornes de recharge électrique : article 4a nouveau, 4 millions de francs (2 millions de francs pour des bornes électriques), subventions ou investissement direct de l'État. Le nouvel article répond à une double demande, celle de la commission d'intégrer au programme les questions de durabilité, d'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique ; celle du Conseil d'État de concrétiser l'article 29 de la future loi cantonale sur l'énergie (rapport 19.009) :*

<sup>1</sup>*Le canton et les communes encouragent l'utilisation économe et efficace de toute énergie et le recours aux énergies renouvelables ; ils peuvent soutenir des associations poursuivant l'un des buts prévus dans la présente loi.*

<sup>2</sup>*À cet effet, ils peuvent soutenir des mesures permettant :  
[...] f. de favoriser la mobilité électrique.*

Là où le Conseil d'État demande 2 millions de francs (800 places par an à 500 francs pendant 5 ans) pour l'installation de bornes pour les bâtiments et les places de parc collectives publiques ou privées, la commission propose 4 millions de francs pour la mobilité électrique ou hydrogène. L'article ajouté résulte ainsi d'une proposition du Conseil d'État et d'un amendement.

*Soutenir des projets de protection de la biodiversité, conduite, accompagnement et réalisation de projets dans les domaines de la protection de la biodiversité* : article 4a nouveau, 4 millions de francs, biens et services, charges salariales et subventions. Ce champ d'action est le grand absent de la proposition du Conseil d'État, parce qu'il doit bénéficier d'un cofinancement fédéral au moyen des conventions-programmes 2020-2024 dans le domaine de l'environnement, conventions-programmes qui feront l'objet d'un rapport au Grand Conseil et d'une demande de crédit d'engagement du Conseil d'État. La commission a donc décidé de ne pas retenir l'amendement. L'argument n'a cependant pas convaincu les auteurs de l'amendement, pour qui ce refus pourrait rendre l'ensemble inacceptable.

## **Département des finances et de la santé**

*Études préparant la modernisation des établissements médico-sociaux, modernisation du parc des EMS du canton* : article 6, 1 million de francs, charges salariales et mandats, p. 15-16, 34. La modernisation va résulter de la planification des lits, d'abord jusqu'à 2020, puis pour une période de plusieurs années au-delà, région par région, sur une base participative, et de l'évaluation des infrastructures. Elle sera préparée dans les EMS, avec des prestataires externes, et accompagnée par le service de la santé publique, qui a temporairement besoin de moyens. La valeur du loyer sera définie sur une base objective et des références communes, avec l'aide de spécialistes.

*Conduite, accompagnement et réalisation de projets dans le domaine de la santé* (article 7, biens et services, charges salariales et subventions) :

- *Refonte du système de santé* :  
645 000 francs, p. 17, 40. Amendement : – 275 000 francs.
- *Réorientation du dispositif d'hébergement médico-social* :  
1,2 million de francs, p. 18, 41.
- *Recentrage et regroupement géographique des activités du Centre neuchâtelois de psychiatrie* :  
470 000 francs, p. 18, 42. Amendement : – 470 000 francs.

*Poursuite du programme de réformes de l'État (NE 2.0)* : article 7, 5,4 millions de francs, biens et services, charges salariales et subventions, p. 19-20, 50-54. La demande de crédit d'engagement donne lieu à un débat autour des réformes de l'État et des difficultés qu'elles rencontrent. La gestion des partenariats est un volet clé.  
Amendement : – 400 000 francs.

## **Département de l'éducation et de la famille**

*Études préparant le développement et la rationalisation des infrastructures de l'Université de Neuchâtel, soutien aux investissements de l'Université* : article 6, 600 000 francs, charges salariales et mandats, p. 16, 35. Accélérer les dossiers à déposer à Berne aidera à respecter un calendrier extrêmement serré en vue d'obtenir un financement fédéral d'environ 30 % (17 millions) pour le projet UniHub.

*Études préparant l'assainissement des bâtiments de l'enseignement post-obligatoire* : article 6, 400 000 francs, charges salariales et mandats, p. 16, 35. Les études vont porter sur la structure, l'organisation aussi bien que sur les bâtiments comme tels. Le Lycée Jean-Piaget doit quitter le bâtiment Numa-Droz et son volet professionnel sera intégré au CPLN puis au CPNE. Des travaux s'imposent au Lycée Denis-de-Rougemont (fuites d'eau). La direction peut prévoir les besoins en classes supplémentaires, reste à voir comment les intégrer dans le bâtiment ; des compétences métier sont nécessaires.

*Conduite, accompagnement et réalisation de projets dans le domaine de la formation professionnelle et de l'éducation, du soutien et de la protection de la jeunesse* : article 7, biens et services, charges salariales et subventions, p. 17 :

- *Centre de formation professionnelle cantonale* : 1,1 million de francs, p. 36-37. Le CPNE doit réunir et réorganiser le Cifom, le CPLN et le CPMB en pôles de compétence répartis sur le territoire, afin d'exploiter toutes les synergies possibles.
- *Éducation numérique* : 1 760 000 francs, p. 38. Le dossier fera sous peu l'objet d'un rapport au Grand Conseil. Amendement : – 1 760 000 de francs.
- *Dispositif de soutien et de protection de la jeunesse (SPEJ)* : 1 545 000 francs, p. 39. La réforme touche toutes les institutions pour mineurs ; il faut développer des prestations complémentaires au placement en institution, pour les enfants et les familles en difficulté. Le crédit d'engagement servira à mener la réforme avec un accompagnement au changement et à financer la période de transition. Toutes les institutions ont signé leur contrat de prestations sur 4 ans ; un accompagnement est prévu.

### Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC)

*Concrétisation des accords de positionnement stratégique conclus avec les régions* : article premier, voir ci-dessus, sous DEAS. Le département est concerné par les projets de la région Montagnes neuchâteloises, Espaces de liberté et de création.

*Conduite, accompagnement et réalisation de projets dans le domaine des addictions, dispositif cantonal en matière d'addiction (DNA)* : article 7, 1 million de francs, biens et services, charges salariales et subventions, p. 18, 43. Le budget ordinaire ne peut absorber le coût de la réforme, dû notamment au décalage entre baisse des recettes et baisse des charges. Le retour sur investissement prévu est une économie de 2,3 millions de francs par année dès 2021. Amendement : – 1 000 000 de francs.

### Effet des amendements

Les deux tableaux suivants présentent le détail, article par article, des projets couverts par les crédits d'engagement, puis leur répartition entre investissement et fonctionnement, dans le rapport du Conseil d'État et dans les décrets amendés par la commission.

#### Détail des crédits d'engagement

| Article        | Objet                | Version CÉ | Version Cofi | Différence  |
|----------------|----------------------|------------|--------------|-------------|
| Art. premier   | APS                  | 14 000 000 | 15 000 000   | + 1 000 000 |
| al. 2, tiret 1 | prêts                | 6 000 000  | 6 000 000    |             |
| al. 2, tiret 2 | subv. investissement | 2 000 000  | 3 000 000    | + 1 000 000 |
| al. 2, tiret 3 | subv. exploitation   | 6 000 000  | 6 000 000    |             |
| Art. 2         | PA3                  | 7 000 000  | 7 000 000    |             |
| Art. 3         | LHand                | 7 000 000  | 7 000 000    |             |
| Art. 4         | Microcity            | 3 000 000  | 4 000 000    | + 1 000 000 |
| al. 2, tiret 1 | subv. investissement | 1 000 000  | 2 000 000    | + 1 000 000 |
| al. 2, tiret 2 | subv. exploitation   | 2 000 000  | 2 000 000    |             |
| Art. 4a        | Mobilité durable     |            | 4 000 000    | + 4 000 000 |
| al. 2, tiret 1 | m. électrique ou H   |            | 4 000 000    | + 4 000 000 |
| al. 2, tiret 2 |                      |            | 0            |             |
| Art. 5         | Prêts à PME          | 20 000 000 | 18 000 000   | – 2 000 000 |
| Art. 6         | Études préalables    | 5 800 000  | 5 800 000    |             |
| al. 2, tiret 1 | RER                  | 3 800 000  | 3 800 000    |             |
|                | ligne directe        | 1 500 000  | 1 500 000    |             |
|                | Corcelles-Bôle       | 400 000    | 400 000      |             |
|                | Littorail            | 300 000    | 300 000      |             |

| Article               | Objet                       | Version CÉ        | Version Cofi      | Différence  |
|-----------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------|
|                       | <i>gare Perreux</i>         | 500 000           | 500 000           |             |
|                       | <i>halte Malakoff</i>       | 200 000           | 200 000           |             |
|                       | <i>halte Léchère</i>        | 300 000           | 300 000           |             |
|                       | <i>2 EPT (2 ans)</i>        | 600 000           | 600 000           |             |
| <i>al. 2, tiret 2</i> | <i>EMS</i>                  | 1 000 000         | 1 000 000         |             |
| <i>al. 2, tiret 3</i> | <i>UniNE</i>                | 600 000           | 600 000           |             |
| <i>al. 2, tiret 4</i> | <i>postobligatoire</i>      | 400 000           | 400 000           |             |
| Art. 7                | Réformes de l'État          | 14 000 000        | 10 000 000        | – 4 000 000 |
| <i>al. 2, tiret 1</i> | <i>transformations</i>      | 8 600 000         | 5 000 000         | – 3 000 000 |
|                       | <i>CPNE</i>                 | 1 100 000         | 1 100 000         |             |
|                       | <i>éducation numérique</i>  | 1 760 000         | 0                 | – 1 760 000 |
|                       | <i>SPEJ</i>                 | 1 545 000         | 1 545 000         |             |
|                       | <i>système de santé</i>     | 645 000           | 275 000           | – 370 000   |
|                       | <i>EMS</i>                  | 1 200 000         | 1 200 000         |             |
|                       | <i>CNP</i>                  | 470 000           | 0                 | – 470 000   |
|                       | <i>addiction</i>            | 1 000 000         | 0                 | – 1 000 000 |
|                       | <i>prestations sociales</i> | 880 000           | 880 000           |             |
| <i>al. 2, tiret 2</i> | <i>NE 2.0</i>               | 5 400 000         | 5 000 000         | – 400 000   |
| <b>Total</b>          |                             | <b>70 800 000</b> | <b>70 800 000</b> | <b>0</b>    |

#### Répartition entre investissement et fonctionnement

| Article      | Version Conseil d'État |                   | Version Commission des finances |                   |
|--------------|------------------------|-------------------|---------------------------------|-------------------|
|              | Investissement         | Fonctionnement    | Investissement                  | Fonctionnement    |
| Art. 1       | 8 000 000              | 6 000 000         | 9 000 000                       | 6 000 000         |
| Art. 2       | 7 000 000              |                   | 7 000 000                       |                   |
| Art. 3       | 7 000 000              |                   | 7 000 000                       |                   |
| Art. 4       | 1 000 000              | 2 000 000         | 2 000 000                       | 2 000 000         |
| Art. 4a      |                        |                   | 4 000 000                       |                   |
| Art. 5       | 20 000 000             |                   | 18 000 000                      |                   |
| Art. 6       | 5 800 000              |                   | 5 800 000                       |                   |
| Art. 7       |                        | 14 000 000        |                                 | 10 000 000        |
| <b>Total</b> | <b>48 800 000</b>      | <b>22 000 000</b> | <b>52 800 000</b>               | <b>18 000 000</b> |
|              | <b>70 800 000</b>      |                   | <b>70 800 000</b>               |                   |
| <b>%</b>     | <b>69%</b>             | <b>31%</b>        | <b>75%</b>                      | <b>25%</b>        |

## Projets de décret et amendements

| Projet de décret du Conseil d'État<br>(premier décret)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Amendements que la commission<br>propose d'accepter (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Amendements que la commission<br>propose de refuser (art. 172 OGC) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| <b>Titre</b><br>Décret portant octroi, dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations de sept crédits d'engagement relatifs au soutien et à la réalisation de divers projets, pour un montant cumulé de 70'800'000 francs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>Amendement du Conseil d'État</b><br><b>Titre</b><br>Décret portant octroi, dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations de sept crédits d'engagement relatifs au soutien et à la réalisation de divers projets, pour un montant cumulé de 70'800'000 francs <i>et instituant un financement spécial sous forme de réserve</i><br><b>Accepté à l'unanimité</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>Amendement de la commission</b><br><b>Titre</b><br>Décret portant octroi, dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations de <i>huit</i> crédits d'engagement<br><b>Accepté tacitement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                    |
| <b>Article premier</b> <sup>1</sup> Un crédit d'engagement de 14'000'000 francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2019 à 2025 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour soutenir la concrétisation des accords de positionnement stratégique conclus avec les régions.<br><sup>2</sup> Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné à : <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'octroi de prêts, à hauteur de 6'000'000 francs ;</li> <li>– l'octroi de subventions à l'investissement, à hauteur de 2'000'000 francs ;</li> <li>– l'octroi de subventions et charges d'exploitation à hauteur de 6'000'000 francs.</li> </ul> | <b>Amendement de la commission</b><br>(initialement déposé par le groupe socialiste)<br><b>Article premier</b> <sup>1</sup> Un crédit d'engagement de <i>15'000'000 francs</i> est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2019 à 2025 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour soutenir la concrétisation des accords de positionnement stratégique conclus avec les régions.<br><sup>2</sup> Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné à : <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'octroi de prêts, à hauteur de 6'000'000 francs ;</li> <li>– l'octroi de subventions à l'investissement, à hauteur de <i>3'000'000</i> francs ;</li> <li>– l'octroi de subventions et charges d'exploitation à hauteur de 6'000'000 francs.</li> </ul> <b>Accepté à l'unanimité</b> |                                                                    |

| Projet de décret du Conseil d'État<br>(premier décret)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Amendements que la commission<br>propose d'accepter (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Amendements que la commission<br>propose de refuser (art. 172 OGC) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup>Un crédit d'engagement de 3'000'000 francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2019 à 2022 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour soutenir le développement de la société Microcity SA et ses activités en faveur de l'innovation.</p> <p><sup>2</sup>Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'octroi de subventions à l'investissement, à hauteur de 1'000'000 francs ;</li> <li>– l'octroi de subventions d'exploitation à hauteur de 2'000'000 francs.</li> </ul> | <p><b>Amendement de la commission</b><br/>(initialement déposé par le groupe socialiste)</p> <p><b>Art. 4</b> <sup>1</sup>Un crédit d'engagement de <u>4'000'000</u> francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2019 à 2022 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour soutenir le développement de la société Microcity SA et ses activités en faveur de l'innovation.</p> <p><sup>2</sup>Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'octroi de subventions à l'investissement, à hauteur de <u>2'000'000</u> francs ;</li> <li>– l'octroi de subventions d'exploitation à hauteur de 2'000'000 francs.</li> </ul> <p><b>Accepté à l'unanimité</b></p> |                                                                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | <p><b>Amendement de la commission</b><br/>(initialement déposé par le groupe PopVertsSol)</p> <p><b>Article 4a (nouveau)</b></p> <p><u><sup>1</sup>Un crédit d'engagement de 4'000'000 francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2020 à 2024 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour soutenir des projets de mobilité durable.</u></p> <p><u><sup>2</sup>Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné à l'octroi de subventions à l'investissement ou à l'investissement direct de l'État pour la mobilité électrique ou hydrogène.</u></p> <p><b>Accepté par 13 voix contre 1</b></p>                                                                                                                  |                                                                    |

| Projet de décret du Conseil d'État<br>(premier décret)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Amendements que la commission<br>propose d'accepter (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Amendements que la commission<br>propose de refuser (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p><b>Amendement du groupe PopVertsSol</b></p> <p><b>Article 4a (nouveau)</b></p> <p><u><sup>1</sup>Un crédit d'engagement de 8 millions de francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2020 à 2024 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformation pour soutenir des projets de mobilité durable et de protection de la biodiversité.</u></p> <p><u><sup>2</sup>Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné à :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <u>L'octroi de subvention ou à l'investissement direct de l'État pour la mobilité électrique ou hydrogène à hauteur de 4 millions de francs ;</u></li> <li>– <u>Le financement de biens et services, de charges salariales et de subventions en faveur de la conduite, de l'accompagnement et de la réalisation de projets dans les domaines de la protection de la biodiversité à hauteur de 4 millions de francs.</u></li> </ul> <p><b>Refusé par 6 voix contre 1 et 5 abstentions</b></p> |
| <p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup>Un crédit d'engagement de 20'000'000 francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2019 à 2025 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour soutenir des projets de modernisation ou de développement des capacités industrielles de PME (investissement dans l'outil et les méthodes de production).</p> <p><sup>2</sup>Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné à l'octroi de prêts sans intérêts.</p> | <p><b>Amendement de la commission</b><br/>(initialement déposé par Baptiste Hurni)</p> <p><b>Article 5, alinéa 1</b></p> <p><sup>1</sup>Un crédit d'engagement de <u>18'000'000</u> francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2019 à 2025 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour soutenir des projets de modernisation ou de développement des capacités industrielles de PME (investissement dans l'outil et les méthodes de production).</p> <p><b>Accepté par 5 voix contre 1 et 7 abstentions</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

| Projet de décret du Conseil d'État<br>(premier décret)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Amendements que la commission<br>propose d'accepter (art. 172 OGC) | Amendements que la commission<br>propose de refuser (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup>Un crédit d'engagement de 5'800'000 francs est accordé au Conseil d'État durant les exercices 2019 à 2024 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations, destiné au financement d'études préalables en vue d'investissements futurs dans les domaines de la mobilité, des établissements médico-sociaux, de l'Université et de l'enseignement post-obligatoire.</p> <p><sup>2</sup>Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné au financement d'études (charges salariales et mandats) préparant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la réalisation du projet cantonal de mobilité (RER, liaison Corcelles-Bôle, Littorail, nouvelles gares), à hauteur de 3'800'000 francs ;</li> <li>– la modernisation des établissements médico-sociaux, à hauteur de 1'000'000 francs ;</li> <li>– le développement et la rationalisation des infrastructures de l'Université de Neuchâtel, à hauteur de 600'000 francs ;</li> <li>– l'assainissement des bâtiments de l'enseignement post-obligatoire, à hauteur de 400'000 francs.</li> </ul> |                                                                    | <p><b>Amendement du groupe libéral-radical</b></p> <p><b>Art. 6</b> Un crédit d'engagement de <u>3'800'000 francs</u> est accordé au Conseil d'Etat durant les exercices 2019 à 2024 dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations, destiné au financement d'études <u>(charge salariales et mandats) préparant la réalisation du projet cantonal de mobilité.</u></p> <p><i>(Suite supprimée)</i></p> <p><b>Refusé par 8 voix contre 3 et 2 abstentions</b></p> |

| Projet de décret du Conseil d'État<br>(premier décret)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Amendements que la commission<br>propose d'accepter (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Amendements que la commission<br>propose de refuser (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup>Un crédit d'engagement de 14'000'000 francs est accordé au Conseil d'État dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour permettre l'accélération des réformes en cours et la poursuite du programme des réformes de l'État.</p> <p><sup>2</sup>Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné au financement de biens et services, de charges salariales et de subventions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– en faveur de la conduite, de l'accompagnement et de la réalisation de projets dans les domaines de la formation professionnelle et de l'éducation, du soutien et de la protection à la jeunesse, de la santé, et des addictions, durant les exercices 2019 à 2023, à hauteur de 8'600'000 francs ;</li> <li>– en faveur de la poursuite, durant les exercices 2019 à 2022, du programme de réformes de l'État (NE 2.0), à hauteur de 5'400'000 francs.</li> </ul> | <p><b>Amendement de la commission</b><br/>(initialement déposé par le groupe socialiste)</p> <p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup>Un crédit d'engagement de <u>10'000'000</u> francs est accordé au Conseil d'État dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations pour permettre l'accélération des réformes en cours et la poursuite du programme des réformes de l'État.</p> <p><sup>2</sup>Le crédit d'engagement visé à l'alinéa premier est destiné au financement de biens et services, de charges salariales et de subventions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– en faveur de la conduite, de l'accompagnement et de la réalisation de projets dans les domaines <u>de la formation professionnelle, du soutien et de la protection à la jeunesse, de la santé et de l'action sociale</u>, durant les exercices 2019 à 2023, à hauteur de <u>5'000'000</u> francs ;</li> <li>– en faveur de la poursuite, durant les exercices 2019 à 2022, du programme de réformes de l'État (NE 2.0), à hauteur de <u>5'000'000</u> francs.</li> </ul> <p><b>Accepté par 8 voix et 7 abstentions</b></p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <p><b>Amendement du Conseil d'État</b></p> <p><b>Article 7, alinéa 3 (nouveau)</b></p> <p><sup>3</sup>Les projets visés à l'alinéa 2 sont suivis par les commissions parlementaires compétentes.</p> <p><b>Accepté à l'unanimité</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Art. 8</b> <sup>1</sup>Les crédits visés par les articles 1 à 6, à l'exception des subventions et charges d'exploitation prévues par les articles premier et 4, sont enregistrés au compte des investissements, au besoin en dérogation aux limites prévues par les articles 30 et suivants de la LFinEC relatives au frein à l'endettement et conformément aux articles 30, al. 4 et 31 de la LFinEC.</p> <p><sup>2</sup>Ils sont amortis conformément aux dispositions de la LFinEC et de son règlement général d'exécution.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><b>Amendement du groupe libéral-radical</b></p> <p><b>Art. 8</b> Les crédits visés par les articles 1 à 6, à l'exception des subventions et charges d'exploitation prévues par les articles premier et 4, sont enregistrés au compte des investissements.</p> <p><i>(Suite supprimée)</i></p> <p><b>Refusé par 7 voix contre 6</b></p> |

| Projet de décret du Conseil d'État<br>(premier décret)                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Amendements que la commission<br>propose d'accepter (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Amendements que la commission<br>propose de refuser (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 9</b> Les dépenses engagées en vertu de l'article 7, ainsi que les subventions et charges d'exploitation prévues par les articles premier et 4, sont portées à charge du compte de résultat et peuvent faire l'objet d'un prélèvement équivalent à la réserve de politique conjoncturelle prévue par l'art. 50 LFinEC.</p>     | <p><b>Amendement du Conseil d'État</b></p> <p><b>Art. 9</b> <u><sup>1</sup>Est instituée une réserve du programme d'impulsion conformément à l'article 48 alinéa 1 LFinEC. Elle sera dissoute dès que les crédits qu'elle finance seront épuisés, mais au plus tard le 31 décembre 2026.</u></p> <p><sup>2</sup>Les dépenses engagées en vertu de l'article 7, ainsi que les subventions et charges d'exploitation prévues par les articles premier et 4, sont portées à charge du compte de résultats <u>et sont financées par un prélèvement équivalent à la réserve du programme d'impulsion instituée à l'alinéa premier.</u></p> <p><b>Accepté par 6 voix contre 4 et 3 abstentions</b></p> | <p><b>Amendement du groupe libéral-radical</b></p> <p><b>Art. 9</b> <u>Les dépenses engagées en vertu de l'article 7, ainsi que les subventions et charges d'exploitation prévues par les articles premier et 4, sont portées à charge du compte de résultat.</u></p> <p>(Suite supprimée)</p> <p><b>Refusé par 6 voix contre 4 et 3 abstentions</b></p> |
| <p><b>Art. 10</b> <sup>1</sup>Le Conseil d'État décide de la répartition des engagements visés par les articles premier à 6 en crédits-cadres, en crédits d'objets, respectivement en crédits d'études.</p> <p><sup>2</sup>Il délègue la compétence d'exécution au département concerné pour chaque crédit d'objet ou crédit d'étude.</p> | <p><b>Amendement du Conseil d'État</b></p> <p><b>Article 10, alinéa 1</b></p> <p><u><sup>1</sup>Le Conseil d'État décide de la répartition des crédits-cadres visés par les articles premier à 7 en crédits d'objet, respectivement en crédits d'étude.</u></p> <p><b>Accepté tacitement</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

| Projet de décret du Conseil d'État (second décret)                                                                                                                                                                                                                                                                           | Amendements que la commission propose d'accepter (art. 172 OGC)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Titre</b></p> <p>Décret portant attribution d'un montant de 22'000'000 francs à la réserve de politique conjoncturelle</p>                                                                                                                                                                                             | <p><b>Amendement de la commission</b></p> <p>Décret portant attribution d'un montant de <u>18'000'000</u> francs à la réserve <u>du programme d'impulsion</u></p> <p><b>Accepté tacitement</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Article premier</b> Un montant de 22'000'000 francs est attribué à la réserve de politique conjoncturelle au sens de l'article 50 LFinEC, par le biais d'une réaffectation des plus-values comptables enregistrées lors du passage aux normes du MCH2 dans la réserve de retraitement du patrimoine administratif.</p> | <p><b>Amendement de la commission</b></p> <p><b>Article premier</b> <sup>1</sup>Un montant de <u>18'000'000</u> francs est attribué à la réserve <u>du programme d'impulsion prévue à l'article 9, alinéa 1, du décret portant octroi, dans le cadre d'un programme d'impulsion et de transformations, de différents crédits d'engagement, adopté ce jour par le Grand Conseil.</u></p> <p><sup>2</sup><u>L'attribution à la réserve prévue à l'alinéa qui précède est effectuée</u> par le biais d'une réaffectation des plus-values comptables enregistrées lors du passage aux normes du MCH2 dans la réserve de retraitement du patrimoine administratif.</p> <p><b>Accepté tacitement</b></p> |

### **Vote final sur le premier décret**

Par 10 voix contre 3 et 2 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret amendé selon ses propositions.

### **Vote final sur le deuxième décret**

Par 13 voix et 2 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret amendé selon ses propositions.

### **Préavis sur le traitement du projet (art. 272ss OGC)**

À l'unanimité, la commission propose au bureau du Grand Conseil que le projet soit traité par le Grand Conseil en débat libre.

Neuchâtel, le 5 juin 2019

Au nom de la commission des finances :

*Le président,*  
D. HUMBERT-DROZ

*La rapporteure,*  
J. LEBEL CALAME